



# Plan d'urgence 93 : un plan d'urgence pour l'égalité

#grèvecféministe



9/11 rue Génin, 93200 Saint-Denis  
01.55.84.41.26 - 06.88.66.47.23

contact@sudeducation93.org

www.sudeducation93.org

**Si le 93 est le département le plus pauvre de France hexagonale et le moins bien doté en matière d'éducation, c'est aussi la situation des femmes que l'absence de moyens aggrave, puisque les coupes dans le budget de l'Éducation nationale contribuent à creuser les inégalités avec les hommes :**

- Elles dégradent les conditions de travail des femmes qui représentent 73% des employé.es du ministère de l'éducation nationale et qui y occupent les emplois les plus précaires.
- Elles nuisent à la mise en place de véritables politiques en faveur de l'égalité filles - garçons.

Pour exiger une école de l'émancipation et de la mixité plutôt qu'une école du tri social, nous sommes donc en grève et réclamons un Plan d'urgence comprenant un plan pour le bâti et un autre pour les moyens humains, ce dernier exigeant la création de postes aujourd'hui manquants.

**Un Plan d'urgence 93 pour améliorer les conditions de travail des femmes et la reconnaissance de leurs métiers :**

Alors que pour pallier le manque de professeur.es, les gouvernements successifs ont imposé des politiques indemnitaires (heures supplémentaires, pactes...) contribuant à l'augmentation des inégalités salariales, le Plan d'urgence 93 réclame la création de 5000 postes d'enseignant.es.

Le recrutement doit aussi être massif dans les services de vie scolaire, avec la création de 175 postes de conseiller.ères d'éducation (CPE), 650 d'assistant.es d'éducation (AED) et 320 d'assistant.es pédagogique (AP), ainsi que dans les pôles psycho-médicosociaux.

Ces créations de postes sont nécessaires pour améliorer les conditions de travail des employé.es du ministère de l'Éducation nationale et doivent s'accompagner d'une revalorisation des métiers les plus féminisés :

- Le recrutement de 2200 accompagnant.es des élèves en situation de handicap (AESH) doit aller de pair avec la création d'un métier sous statut de la fonction publique, d'une hausse de salaire conséquente et de la garantie d'un travail à temps complet.
- Les revendications de revalorisation des infirmier.ères et des assistant.es de service social doivent être entendues.

**Un Plan nécessaire pour mettre en place des politiques en faveur de l'égalité filles - garçons :**

- Le plafonnement du nombre d'élèves par classe à 20 maximum est primordial pour favoriser l'accès de tous.tes à une éducation de qualité, améliorer les conditions d'apprentissage et assurer la réussite de tous.tes.
- La création de postes dans les services de vie scolaire doit permettre de mieux accompagner les élèves dans les espaces interstitiels (couloirs, escaliers), soit dans des lieux propices aux violences sexistes et sexuelles. Elle est cruciale pour rendre le climat scolaire meilleur et lutter contre le sexisme à l'école.
- Alors que 40% des établissements sont sans médecine scolaire ou infirmier.ère et que les services sociaux sont inexistantes depuis parfois trois ans, le renforcement des pôles psycho-médicosociaux est essentiel pour prévenir et lutter contre les violences faites aux femmes et aux enfants, renforcer leur accès aux soins et combattre la précarité menstruelle.
- Le plan de rénovation du bâti, en engageant des chantiers de réhabilitation et de construction, est une opportunité pour mettre en place des espaces scolaires plus égalitaires et moins genrés.

**PAS DE MOYENS, PAS DE RENTRÉE ! TOUS.TES EN GREVE LE 8 MARS !**

**Le 7 mars : Marche féministe à 18h30 à République**

**Le 8 mars :**

- AG interprofessionnelle en mixité choisie (sans homme cis) à la Bourse du travail de Saint-Denis à 10h
- Manifestation à 14h à Paris - Place Gambetta